

*Initiatives ministérielles*

députés en ont parlé plus tôt au cours du débat. Par le passé, nous étions aux prises avec une terrible confrontation sur le front européen, entre les pays satellites de l'Union soviétique et l'OTAN. Nous espérons tous dans cette enceinte que le conflit en question est maintenant chose du passé.

Maintenant que le conflit ne se déroule plus sur le front européen, où la situation était délicate, mais sur le front le plus volatile de tous, le Moyen-Orient, on s'aperçoit que les deux anciens ennemis joignent leurs forces pour la première fois, afin d'attaquer publiquement, et je ne veux pas dire militairement, l'Irak. En si peu de temps, on a conclu une nouvelle alliance. On ne peut qu'espérer que cette alliance ne servira pas seulement à des fins militaires mais qu'elle se répercutera également sur le plan humanitaire pour promouvoir la lutte contre la faim, l'aide extérieure, le respect des droits de la personne et les efforts dans d'autres domaines où une collaboration plus étroite s'impose.

À l'heure actuelle, les gens sont tellement heureux de cette nouvelle alliance sur la scène internationale qu'ils sont disposés à mettre de côté certaines questions fondamentales. Ils ont la motivation de collaborer dans leur propre intérêt. Il est tout à fait dans l'intérêt de l'Union soviétique d'avoir un front stable dans cette région du monde et, à l'instar des pays occidentaux, de pouvoir compter sur un approvisionnement stable en pétrole qui vient de cette région. Cependant, même si nous avons ceci en commun, cela ne doit pas passer avant la nécessité de raffermir les Nations Unies.

De ce côté-ci de la Chambre, nous présentons des pétitions au gouvernement, nous lui adressons des lettres et nous intervenons aux comités pour lui rappeler l'importance de ne pas laisser cette organisation se faire dominer par les intérêts américains ou soviétiques, car nous devons toujours agir dans l'intérêt des Nations Unies.

Les Nations Unies sont loin d'être une organisation parfaite. Comme on l'a déjà signalé, elles ferment les yeux sur de nombreux conflits régionaux très importants. Qu'il s'agisse du Timor oriental ou d'autres parties du Moyen-Orient, les Nations Unies ne parlent pas d'une seule voix. Néanmoins, tout fonctionne comme si cette nouvelle alliance lui conférait une crédibilité jusqu'ici insoupçonnée, et nous voulons que cela continue. Les intérêts changent et si vous laissez un parti, en particulier le parti des Américains, prendre un ascendant sans poser la moindre question, vous êtes sûr que des difficultés se préparent en bout de ligne. Par exemple, pour le gouvernement américain, la situation interne change actuellement. La popularité du président, comme le signalait *The*

*New York Times* la semaine dernière, était en chute libre, en partie à cause de la récession, ce qui est une excellente nouvelle pour notre gouvernement, mais aussi parce que la population est incertaine du dénouement de la crise dans le Golfe.

• (1250)

Dans un reportage télévisé, il y a environ deux jours, le président s'adressait à des étudiants universitaires qui criaient ne pas vouloir la guerre en échange de pétrole. Si ce mouvement commence à changer, qu'arrive-t-il au président américain? Sera-t-il plus empressé de trouver une résolution à la crise? Resserrera-t-il sa politique étrangère? Décidera-t-il que la lutte ne vaut pas le principe à défendre ou que le principe ne vaut pas la lutte, de sorte qu'il laissera tomber?

Pour toutes ces raisons, à mesure que la scène politique change aux États-Unis, les intérêts américains changent. On ne peut régler notre conduite sur ces intérêts, mais plutôt accepter d'être dirigés par un organisme international qui se situe au-dessus de tout cela. Il faut continuellement rappeler au gouvernement que la raison pour laquelle nous devons être là consistait à appuyer les Nations Unies, pas les États-Unis, même si ce pays est notre allié le plus vieux et le plus cher, et que nous sommes prêts à tout faire pour protéger ses intérêts. Or, nous voulons le faire en passant par les Nations Unies.

Les Américains se préparent aux élections du Congrès et leur fronts de combat serviront également à la lutte politique. On ne peut pas laisser les intérêts changeants d'un Congrès qui vivra des élections au début de novembre influencer sur sa façon d'aborder le problème du Moyen-Orient. Encore une fois, le meilleur moyen de fixer les différents fronts politiques, c'est de passer par les Nations Unies et par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce que nous demandons, de ce côté-ci de la Chambre, c'est que le gouvernement ne s'emballe pas. Dans sa motion initiale, le gouvernement demandait qu'on lui donne carte blanche. Il voulait dire que le Canada devait accorder son appui, mais seulement dans certaines conditions. Comme les conditions changent, nous voulons que le gouvernement revienne discuter régulièrement de cette affaire avec nous. Je crois que notre position est juste et raisonnable et qu'elle est susceptible d'obtenir la faveur de la plupart des Canadiens. Je suis persuadé que les Canadiens qui sont prêts à se battre pour nous dans le Golfe seraient impatients de voir la Chambre des communes et les comités discuter des étapes à venir.

Par suite des inquiétudes exprimées à la Chambre et en dehors de celle-ci, nous croyons que le gouvernement devrait modifier sa position et la coucher sur papier, nous